

Common Sense About the Common Market, par E. STRAUSS. Un vol., 5¾ po. x 8¾, relié, 168 pages. — RINEHART AND COMPANY, New York, 1958

Antoine-Élie Immarigeon

Volume 35, Number 3, October–December 1959

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001684ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001684ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Immarigeon, A.-É. (1959). Review of [*Common Sense About the Common Market*, par E. STRAUSS. Un vol., 5¾ po. x 8¾, relié, 168 pages. — RINEHART AND COMPANY, New York, 1958]. *L'Actualité économique*, 35(3), 528–530. <https://doi.org/10.7202/1001684ar>

mission de la ferme à l'ainé et la continuité familiale furent fortement ébranlées par la crise d'avant-guerre et l'exode rural.

Ce qui ne veut pas dire que la famille canadienne-française se désagrège. Au contraire, malgré la diminution progressive du nombre d'enfants qui a provoqué le renversement de la situation prédominante de la famille sur l'individu au profit de ce dernier, la famille canadienne-française reste unie. La femme joue un rôle important au foyer aussi bien à la campagne qu'à la ville où elle maintient l'esprit familial et le contact avec les parents du deuxième et même du troisième degré. Il est incontestable que les mariages mixtes, le contrôle des naissances, les exigences de la vie urbaine, représentent des éléments nouveaux auxquels il faut faire face. Toutefois le Canadien français éprouve le besoin de préserver les vieilles valeurs, et l'Oratoire Saint-Joseph, objet d'un des articles, est une expression de cette tendance. Le culte de Saint-Joseph, patron de la famille, est une recherche de protection dans la grande ville industrielle, et l'Oratoire par ses nombreuses activités culturelles et sociales représente un moyen de continuer les contacts religieux qui existent dans les paroisses rurales.

Cette tradition d'unité entre la famille et l'Église catholique a donné des résultats très intéressants dans le cas de Schefferville, première ville minière du Nouveau-Québec. Malgré l'atmosphère d'isolement due au climat et aux difficultés de communication, les Canadiens français y ont réussi à former l'unique groupe homogène d'une valeur communautaire explicite. En se basant sur l'exemple de Schefferville, M. Garigue conclut que le Canadien français constitue l'élément stable des nouvelles communautés qui grandissent avec l'industrialisation du nord de la Province.

L'auteur constate qu'il est faux de croire que les Canadiens français sont enfermés dans une impasse à la suite de la conquête de 1760. La faiblesse numérique des élites québécoises semble être doublée d'une faiblesse de son esprit d'entreprise. Pour changer cette situation, il est indispensable de posséder une connaissance profonde des réalités sociologiques du passé et du présent ainsi que de préparer l'avenir en développant et en augmentant le niveau de l'éducation. L'élite canadienne-française ne peut se développer qu'en faisant des investissements intellectuels et il est urgent qu'elle prenne conscience de cet état de choses.

Le livre de M. Garigue dans son ensemble a le grand mérite de réveiller la curiosité dans un domaine dont l'étude est embryonnaire. Espérons que, comme l'auteur le souhaite d'ailleurs, les recherches sur la culture et la civilisation canadienne-française deviendront plus nombreuses à l'avenir et se baseront sur des faits et non pas sur des sentiments souvent assez vagues, comme ce fut souvent le cas dans le passé.

A.P.

Common Sense About the Common Market, par E. STRAUSS. Un vol., 5¾ po. × 8¾, relié, 168 pages. — RINEHART AND COMPANY, New York, 1958.

Des siècles de stériles luttes intestines et l'évolution des mœurs, d'une part, l'avancement des sciences et notamment les progrès de la technologie, d'autre

part, devaient inéluctablement convier les divers États européens à quelque forme d'intégration.

Cette prise de conscience collective, encore que diffuse et âprement discutée, intervient alors même que l'Europe semble médiatisée: force nous est de constater que l'Europe, aujourd'hui, ne comprend guère que des États dits satellites de l'U.R.S.S. et d'autres États dits libres, en droit souverains, en fait inféodés aux États-Unis aux crédits desquels ils doivent leur survie et leur vigueur. Véritable pomme de discorde entre les deux «Grands», l'Europe ainsi écartelée n'apparaît que plus nettement demeurer l'un des principaux enjeux de leur conflit. Chaque camp entend procéder à l'intégration de son domaine, y agir selon ses méthodes et y faire prévaloir ses idéaux.

Quand bien même dussent-ils s'accommoder d'une situation diminuée et dangereuse, les gouvernements de l'Europe Occidentale, s'ils entendent sauvegarder la «personnalité européenne» et conserver cet aspect de la civilisation, se doivent de fomentier les ententes en vue de promouvoir l'unification. Un dynamisme fortifié par l'unité des conceptions peut faire du réduit européen une véritable tête de pont. La division, par contre, risquerait de conduire à un bouleversement: l'Europe pourrait réellement devenir ce «cap le plus avancé de l'Asie».

Le Marché commun n'est qu'une des modalités de ce dynamisme.

L'ouvrage de Strauss est-il de ceux dont la lecture va nous révéler le vrai visage du Marché commun? J'en doute.

Certes, l'auteur présente les principales dispositions du *Traité* en les assortissant de commentaires souvent pertinents. Mais il en diffuse mal l'esprit. Il se montre toujours plus préoccupé d'examiner les incidences de l'instauration et du fonctionnement du Marché commun sur la position économique et politique de la Grande-Bretagne, que d'analyser les divers aspects de l'institution. Matérialisation d'une intégration par transfert de souveraineté, inspiré de la Communauté Charbon-Acier, dont il n'est qu'une extrapolation, le Marché commun est effectivement boudé par l'Angleterre qui a vainement jusqu'ici proposé une formule plus souple: une zone de libre-échange. En réalité, les entretiens de Stockholm (juin 1959) ne font qu'ouvrir une épreuve de force. L'Europe a toujours été portée, par une tendance confuse, à s'unir. L'Angleterre s'est toujours employée à la diviser.

Le Marché commun s'insère dans un contexte trop libéral, nous dit Strauss. Il fait la part trop belle aux cartels. L'institution provoque une discrimination justement condamnée par le G.A.T.T. et va à l'encontre du multilatéralisme. Le «travail» y est traité en parent pauvre... Exaltant d'autre part le rôle et l'importance d'un des partenaires, je veux dire l'Allemagne de l'Ouest, Strauss ne risque que de mortifier les autres et les faire douter de leur commune mission. Le Marché commun, ajoute-t-il, serait né tant de la clairvoyance du général américain Clay frappé par la vitalité de la Rhur, ce pôle de développement, que des efforts conjugués de M. Robert Schuman et du Chancelier Adenauer. Et Strauss d'insinuer que les Allemands en auraient tout de suite saisi l'opportune et prometteuse mise sur pied. N'était-ce point le Zollverein de 1834 étendu à

ce qui a été l'Empire de Charlemagne? L'unification du Reich ne s'était-elle pas produite grâce à cette première union douanière? Que n'étaient les Allemands fondés à attendre dès lors d'une nouvelle initiative économique, groupant autour de la République fédérale, élément le plus dynamique de la coalition, les principales puissances de l'Ouest européen? Ne pouvaient-ils pressentir la naissance d'une grande patrie commune où les Allemands allaient jouer le premier rôle? Et Strauss de souligner les lacunes et les failles du Traité, allant jusqu'à en exagérer les dangers pour n'en que mieux taire les mérites . . . L'auteur ne nous cache d'ailleurs aucune de ses préventions (p. 107), précisant qu'il se range parmi ceux qui «critiquent» l'institution. On s'en doutait dès la préface . . .

Par réaction, je serais tenté d'inviter ceux qui le liront à partager l'engouement qu'affiche M. Jean Monnet, dans l'interview consigné dans le numéro du 19 février 1959, de la revue américaine *U.S. News and World Report*. Ne serait ce que pour rétablir l'équilibre. Emerson n'énonçait-il pas que «Tous les grands mouvements dans l'histoire sont le triomphe de l'enthousiasme».

Et, pour lui rappeler la sagesse de l'adage «*in medio stat virtus*», je convierais alors le lecteur à prendre connaissance avec beaucoup plus de profit des développements tout empreints de «foi raisonnée» recueillis dans le numéro spécial de la *Revue d'Économie Politique* ayant comme titre le «Marché commun et ses problèmes».

Antoine-Élie Immarigeon

La deuxième révolution industrielle, par H. PASDERMADJIAN. Un vol., 5½ po. × 9, broché, 152 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, blvd Saint-Germain, Paris, 1959.

L'auteur établit une distinction entre la première et la deuxième révolution industrielle qu'il situe dans le dernier quart du XIX^e siècle. C'est à cette époque que d'importants progrès techniques ont bouleversé la vie économique et sociale et qu'a vraiment commencé à se dessiner un autre type de civilisation industrielle. L'industrie textile qui jusque-là occupait la première place fut reléguée au deuxième rang par une poussée des développements techniques. En effet, les années 1880-1890 marquent tout à la fois l'apogée de la machine à vapeur et l'apparition de la puissance thermique qui va tenter de la supplanter. En 1859, Planté découvre l'accumulateur électrique et étend ainsi à l'industrie le champ d'utilisation de l'électricité. En même temps, la précision nouvelle des machines-outils favorise l'essor de la construction des automobiles et le développement de l'industrie aéronautique. La mécanisation de l'agriculture constitue un autre aspect caractéristique de la deuxième révolution industrielle.

Dans le domaine de l'esprit, les années 1870-1910 ont apporté les sensibles progrès de la télégraphie et de la téléphonie qui permirent vers 1920 l'avènement de la radiodiffusion. Avec l'ingénieur américain Frédéric Taylor apparaît la nouvelle science de l'organisation rationnelle du travail, qui change sensiblement les procédés de production. La distribution évolue également avec l'apparition de ce que l'auteur de l'ouvrage appelle «le grand commerce de détail». Les techniques relèvent désormais davantage de l'observation que de l'action et